

Art. 3. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 mai 2013 est remplacé par ce qui suit:

« Art. 7. Le Conseil est présidé par le directeur général de la DG Animaux, Végétaux et Alimentation ».

Art. 4. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 mai 2013 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Sur proposition du président, le Conseil désigne deux secrétaires, l'un du rôle linguistique néerlandais, l'autre du rôle linguistique français parmi les fonctionnaires de la DG Animaux, Végétaux et Alimentation ».

Art. 5. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions, le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
D. CLARINVAL

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

La Ministre de l'Environnement,
Z. KHATTABI

Art. 3. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 mei 2013, wordt vervangen als volgt:

“Art. 7. De Raad wordt voorgezeten door de directeur-generaal van het DG Dier, Plant en Voeding”.

Art. 4. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 mei 2013, wordt vervangen als volgt:

“Art. 14. Op voorstel van de voorzitter wijst de Raad twee secretarissen aan, een van de Nederlandse en een van de Franse taalrol, uit de ambtenaren van het DG Dier, Plant en Voeding”.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Landbouw, de Minister bevoegd voor Volksgezondheid en de Minister bevoegd voor Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
D. CLARINVAL

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Leefmilieu,
Z. KHATTABI

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/44076]

24 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal établissant une liste de contrôle relative au plan de réorganisation des petites et moyennes entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté est relatif à la liste de contrôle détaillée relative au plan de réorganisation telle que prévue par l'article XX.70/1, § 4, du Code de droit économique.

Il s'agit d'un projet d'arrêté royal qui fait suite à la loi du 7 juin 2023 transposant la directive (UE) 2019/1023 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative aux cadres de restructuration préventive, à la remise de dettes et aux déchéances, et aux mesures à prendre pour augmenter l'efficacité des procédures en matière de restructuration, d'insolvabilité et de remise de dettes, et modifiant la directive (UE) 2017/1132 et portant des dispositions diverses en matière d'insolvabilité et qui apporte un certain nombre de modifications au livre XX du Code de droit économique (CDE ci-après).

Commentaire des articles

Article 1^{er}. Cet article établit une liste de contrôle détaillée des plans de réorganisation soumis au tribunal de l'entreprise par les débiteurs visés à l'article XX.66/1 du CDE c'est-à-dire les PME.

Cette liste de contrôle est un outil destiné à faciliter la tâche du débiteur lors de la rédaction/l'établissement du plan de réorganisation.

Le présent projet d'arrêté royal se veut être un outil didactique mais également un pense-bête à destination des débiteurs susmentionnés.

Toutes les données mentionnées donnent une vue globale de la situation actuelle du débiteur mais également de toutes les mesures envisagées par le débiteur afin de permettre le redressement de son entreprise et d'éviter la faillite.

Ces données reprises dans une annexe sont disponibles en français, en néerlandais, en allemand mais également en anglais.

Comme dans tout plan de réorganisation, il y a une partie descriptive et une partie prescriptive.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/44076]

24 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een checklist voor reorganisatieplan van kleine en middelgrote ondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft betrekking op de gedetailleerde checklist voor het reorganisatieplan zoals bepaald bij artikel XX.70/1, § 4, van het Wetboek van economisch recht.

Het betreft een ontwerp van besluit dat volgt op de wet van 7 juni 2023 tot omzetting van richtlijn (EU) 2019/1023 van het Europees parlement en de raad van 20 juni 2019 betreffende preventieve herstructureringsstelsels, betreffende kwijtschelding van schuld en beroepsverboden, en betreffende maatregelen ter verhoging van de efficiëntie van procedures inzake herstructurering, insolventie en kwijtschelding van schuld, en tot wijziging van Richtlijn (EU) 2017/1132 en houdende diverse bepalingen inzake insolventie, en dat een aantal wijzigingen aanbrengt aan Boek XX van het Wetboek van economisch recht (hierna WER).

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Dit artikel stelt een gedetailleerde checklist op voor de reorganisatieplannen die de schuldenaren beoogd in artikel XX.66/1 van het WER, dat wil zeggen de kmo's, aan de ondernemingsrechtbank voorleggen.

Die checklist is een instrument om de taak van de schuldenaar bij het opstellen/opmaken van het reorganisatieplan te vergemakkelijken.

Dit ontwerp van koninklijk besluit wil een didactisch instrument zijn, maar eveneens een geheugensteun voor de bovenvermelde schuldenaars.

Alle vermelde gegevens geven een algemeen overzicht van de huidige situatie van de schuldenaar, maar eveneens van alle maatregelen beoogd door de schuldenaar om het herstel van zijn onderneming mogelijk te maken en het faillissement te voorkomen.

Die gegevens zijn opgenomen in een bijlage en beschikbaar in het Duits, Frans en het Nederlands, alsook in het Engels.

Zoals bij elk reorganisatieplan is er een beschrijvend gedeelte en een bepalend gedeelte.

Les données mentionnées le sont à titre indicatif, le débiteur devra communiquer les informations utiles à l'homologation du plan mais ses informations doivent provenir de la situation particulière et unique de chaque entreprise.

1°) Ce sont les coordonnées complètes de l'entreprise qu'elle soit personne physique ou personne morale car une identification claire du débiteur est nécessaire.

2°) Les éléments relatifs aux entreprises liées sont des éléments cruciaux qui d'une part, vont donner une image complète de ce qu'est l'entreprise (structure du groupe, les liens juridiques et économiques) et d'autre part, toutes informations fournies par les entreprises liées lors des nouveaux financements octroyés dans le cadre de la négociation du plan de réorganisation.

3°) On vise les éléments qui couvrent tant la situation économique que sociale de l'entreprise et qui sont nécessaires afin de donner une image fidèle de l'entreprise. C'est donc un point de départ essentiel.

Ces éléments sont de natures diverses puisqu'ils couvrent tant les éléments comptables qui donnent une image chiffrée de l'entreprise mais également des éléments de nature économique qui ne transparaissent pas des chiffres mais de la réalité économique de l'entreprise comme le secteur d'activités, les droits de propriété intellectuelle.

Il est également important de mentionner tous les créanciers en ce compris les créances qui sont contestées. La liste rappelle les différents créanciers.

Il est également important d'avoir une image complète de la situation des travailleurs occupés dans l'entreprise.

Enfin, le débiteur doit décrire les causes et l'ampleur de ses difficultés.

4°) Les parties affectées sont les parties dont les créances ou les intérêts, respectivement, sont directement affectés par un plan de réorganisation.

S'agissant d'une PME, les détenteurs de capital ne sont pas systématiquement affectés par le plan de réorganisation mais cela ne peut non plus être exclu, d'où la mention « le cas échéant ».

5°) toujours dans l'optique de donner une image la plus complète de l'entreprise, le plan de réorganisation doit mentionner les parties, soit nommées individuellement soit décrites par types de dettes, qui ne sont pas affectées par ledit plan. Il ne s'agit que d'une reprise des articles XX.72 et XX.73 du CDE.

Il s'agit par exemple des créances sursitaires nées de prestations de travail, à l'exclusion des cotisations ou dettes fiscales ou sociales, des dettes alimentaires ou encore des dettes qui résultent pour le débiteur de l'obligation de réparer le dommage causé par sa faute et lié au décès ou à l'atteinte à l'intégrité physique d'une personne, les créances de minime importance.

6°) L'identité du praticien de la réorganisation qui assiste le cas échéant le débiteur doit également apparaître dans la partie descriptive du plan de réorganisation.

Pour les éléments visés aux 7° et 8°, on entre dans la partie prescriptive du plan de réorganisation.

7°) On est dans le cœur du plan. Le débiteur devra y indiquer toutes les mesures prises, négociées avec les parties affectées et qui rencontrent l'objectif de réorganiser l'entreprise.

Ces mesures sont de natures diverses et couvrent un champ d'action très large couvert par les articles XX.73 à XX.75/2 du CDE comme par exemple la modification de la composition ou à la structure de l'actif et du passif, la conversion de créances en actions, la vente d'actifs, mais également des réductions de créances, les nouveaux financements nécessaires à la réorganisation.

De gegevens worden ter informatie vermeld, de schuldenaar moet de informatie die nuttig is voor de homologatie van het plan meedelen, maar zijn informatie moet komen van de specifieke en unieke situatie van elke onderneming.

1°) Dat zijn de volledige gegevens van de onderneming ongeacht of die een natuurlijke persoon of een rechtspersoon is, want een duidelijke identificatie van de schuldenaar is noodzakelijk.

2°) De elementen met betrekking tot de verbonden ondernemingen zijn cruciale elementen die, enerzijds, een volledig beeld geven van wat de onderneming is (structuur van de groep, de juridische en economische banden) en, anderzijds, alle informatie geven die wordt verstrekt door de verbonden ondernemingen tijdens nieuwe financieringen toegekend in het kader van de onderhandeling van het reorganisatieplan.

3°) Men beoogt de elementen die zowel betrekking hebben op de economische als op de maatschappelijke situatie van de onderneming en die nodig zijn om een betrouwbaar beeld van de onderneming te geven. Het is dan ook een essentieel uitgangspunt.

Die elementen zijn divers omdat het gaat over zowel boekhoudkundige elementen, die een becijferd beeld van de onderneming geven, als economische elementen, die niet uit de cijfers, maar uit de economische realiteit van de onderneming voortkomen, zoals de activiteitensector en de intellectuele eigendomsrechten.

Het is eveneens belangrijk om alle schuldeisers te vermelden, alsook de schulden die worden betwist. De lijst vermeldt de verschillende schuldeisers.

Het is eveneens belangrijk om een volledig beeld te hebben van de werknemers die worden tewerkgesteld in de onderneming.

Tot slot moet de schuldenaar de oorzaken en de omvang van zijn problemen beschrijven.

4°) De betrokken partijen zijn de partijen waarvan respectievelijk de schulden of de belangen rechtstreeks worden getroffen door een reorganisatieplan.

Aangezien het om een kmo gaat, worden de kapitaalhouders niet systematisch getroffen door het reorganisatieplan, maar dat kan niet worden uitgesloten, vandaar de vermelding "in voorkomend geval".

5°) Steeds met het oog op een zo volledig mogelijk beeld van de onderneming moet het reorganisatieplan de partijen vermelden, hetzij met hun individuele namen, hetzij beschreven door soorten schulden waarop dat plan geen betrekking heeft. Het gaat niet om een herhaling van de artikelen XX.72 en XX.73 van het WER.

Het gaat bijvoorbeeld om schuldvorderingen in de opschorting ontstaan uit arbeidsprestaties met uitsluiting van de fiscale of sociale bijdragen of schulden, van de onderhoudsschulden of van de schulden die voor de schuldenaar voortvloeien uit de verplichting tot herstel van de door hem veroorzaakte schade die verbonden is aan het overlijden of aan de aantasting van de lichamelijke integriteit van een persoon, de vorderingen van minieme waarde.

6°) De identiteit van de herstructureringsdeskundige die in voorkomend geval de schuldenaar bijstaat, moet eveneens verschijnen in het beschrijvend gedeelte van het reorganisatieplan.

De elementen van 7° en 8° staan in het bepalend gedeelte van het reorganisatieplan.

7°) Dit is de kern van het plan. De schuldenaar moet er alle genomen maatregelen vermelden die zijn onderhandeld met de getroffen partijen en die tegemoetkomen aan de doelstelling om de onderneming te reorganiseren.

Die maatregelen zijn divers en gaan over een zeer ruim actiegied dat wordt vermeld in de artikelen XX.73 tot XX.75/2 van WER, zoals bijvoorbeeld de wijziging van de samenstelling of de structuur van het actief en het passief, de omzetting van schuldvorderingen in aandelen, de verkoop van activa, maar eveneens de vermindering van de vorderingen, de nieuwe financieringen die nodig zijn voor de reorganisatie.

Le plan de réorganisation doit également se pencher sur les conséquences sur l'emploi comme par exemple les licenciements mais encore les modalités de travail à temps partiel ou similaires.

8° la partie prescriptive doit également démontrer que les mesures visées au 7° offrent une perspective raisonnable d'éviter la faillite ou la liquidation de l'entreprise et qui garantit sa viabilité.

Art. 2. Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

24 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal établissant une liste de contrôle relative au plan de réorganisation des petites et moyennes entreprises

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article XX.70/1 du Code de droit économique ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 15 juin 2023, réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 juillet 2023 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 12 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 juillet 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La liste de contrôle visée à l'article XX.70/1 du Code de droit économique comprend au minimum les informations suivantes figurant dans l'annexe A ajoutée au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Het reorganisatieplan moet zich eveneens buigen over de gevolgen voor de tewerkstelling, zoals ontslagen, maar ook de werktijdverkortingsregelingen of andere soortgelijke gevolgen.

8°) Het bepalend gedeelte moet eveneens aantonen dat de maatregelen beoogd in 7° een redelijk perspectief geven voor het voorkomen van het faillissement of de vereffening van de onderneming en het verzekeren van haar levensvatbaarheid.

Art. 2. Dit artikel behoeft geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

24 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot vaststelling van een checklist voor reorganisatieplan van kleine en middelgrote ondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het artikel XX.70/1 van het Wetboek van economisch recht;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 15 juni 2023, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 12 juli 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen 30 dagen, die op 17 juli 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in artikel XX.70/1 van het Wetboek van economisch recht bedoelde checklist bevat minstens de volgende informatie die is opgenomen in bijlage A bij dit besluit.

Art. 2. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Annexe A à l'arrêté royal du ... établissant une liste de contrôle relative aux plans de réorganisation des petites et moyennes entreprises

Note préalable

La liste n'est qu'une liste indicative et non normative destinée à faciliter la tâche du rédacteur d'un plan mais ne dispense pas le rédacteur de s'entourer de conseils appropriés à sa situation.

Le plan de réorganisation visé à l'article XX.70/1 du Code de droit économique contient notamment les informations suivantes :	Articles CDE
1°) l'identité du débiteur à savoir :	XX.70 XX.70/1
a) si le débiteur est une personne physique :	
- les nom, prénoms et adresse (domicile) ;	
- le numéro de registre national ou numéro BIS ;	
- le numéro d'entreprise ;	
- le cas échéant la dénomination commerciale et le lieu d'établissement de l'activité exercée ;	
b) si le débiteur est une personne morale :	
- la dénomination sociale, la forme légale, le siège ;	
- le numéro d'entreprise ;	
- les nom, prénoms, le numéro de registre national ou numéro BIS, l'adresse de la ou des personne(s) autorisée(s) à représenter la personne morale ;	
- le cas échéant, la dénomination commerciale et le lieu d'établissement ;	
- La délibération de l'organe autorisant le dépôt du plan ;	
2°) les éléments relatifs aux entreprises liées :	XX.41, § 2, 8/1
a) les données générales (structure du groupe, liens juridiques et économiques) ;	
b) les données supplémentaires lorsque des entreprises liées fournissent des garanties dans le cadre du plan ;	
c) le cas échéant, l'option exercée de suivre le régime applicable aux grandes entreprises ;	XX.41, § 2
3°) les éléments factuels suivants qui couvrent tant la situation économique que sociale de l'entreprise au moment du dépôt du plan, ou à une date la plus proche possible, à savoir :	XX.70
a) une liste de l'actif et du passif du débiteur existant au moment de la présentation du plan de réorganisation ;	XX.70/1 XX.74/1
<i>La liste comprend notamment le bilan de l'entreprise, le chiffre d'affaires, les créances et dettes envers les créanciers tiers et envers les entreprises liées et envers les dirigeants. La liste détaillée sera donnée dans le plan proposé.</i>	
b) la liste des créanciers détenteurs de sûretés réelles ou d'un droit fiduciaire ;	1.23, 14° XX.70/1 XX.75/1

<i>La liste indique le cas échéant, quels accords ont été pris concernant les délais de paiement de ces créances. La liste précise en quelle mesure les dettes sont effectivement garanties par une sûreté réelle vu notamment les inscriptions prises et la valeur du gage.</i>	
c) la liste des créanciers publics détenteurs d'un privilège général ;	XX.75/1
d) le cas échéant, les garanties personnelles et réelles données par des tiers ;	XX.70/1
e) la liste des créances contestées ;	XX.71
f) la liste des créances salariales ;	XX.74/1
<i>En distinguant les créances sursitaires et les créances non sursitaires</i>	
g) une description de la situation économique du débiteur qui comprend notamment un exposé du secteur d'activités, de la position du débiteur dans ce secteur, l'énoncé des principaux contrats en cours dont la résiliation pourrait impacter l'entreprise, les droits de propriété intellectuelle ;	XX.70/1
h) le cas échéant, la situation des travailleurs occupés dans l'entreprise ;	XX.70/1 XX.74/1
<i>Le plan indiquera le nombre de travailleurs occupés, le(s) lieu(x) de travail, les catégories de travailleurs, la représentation syndicale...)</i>	
i) une description des causes et de l'ampleur des difficultés du débiteur ;	XX.70/1
4°) les parties affectées nommées individuellement, ainsi que leurs créances ou intérêts couverts par le plan de réorganisation ;	I.23, 16°/1 XX.70/1 XX.75/1
<i>Les parties affectées sont celles qui sont touchées directement par le plan.</i>	
5°) le cas échéant, les parties, soit nommées individuellement soit décrites par types de dettes, qui ne sont pas affectées par le plan de réorganisation, ainsi qu'une description des raisons pour lesquelles il est proposé de ne pas les y inclure ;	XX.73 XX.72 XX.74 XX.75/1
<i>Il s'agit tant des créances et dettes qui ne peuvent être incluses (comme par exemple les dettes sursitaires nées de prestations de travail, les dettes alimentaires et les dettes pénales) que des créances qui sont maintenues hors plan par la volonté du débiteur (par exemple les créances de minime importance).</i>	
6°) le cas échéant, l'identité du praticien de la réorganisation :	I.23, 7/01 XX.30 XX.48 XX.49/2 XX.70 XX.70/1
- les nom, prénoms et adresse ;	
- si le praticien de la réorganisation est une personne morale la dénomination sociale, la forme légale, siège et numéro d'entreprise ainsi que les nom, prénoms, numéro de registre national ou numéro BIS, adresse de la ou des personne(s) autorisée(s) à représenter la personne morale ;	
7°) les conditions du plan de réorganisation, incluant notamment :	
a) des mesures qui, aux fins de réorganiser l'activité de l'entreprise, comprennent la modification de la composition, des conditions ou de la structure de l'actif et du passif du débiteur ou de toute autre partie de la structure financière du débiteur, telles que la vente d'actifs ou de parties de l'activité et la cession de l'entreprise en tant qu'entreprise en activité, la conversion des créances en apport de capital ainsi que tout changement opérationnel	XX70/1 XX.75/1

nécessaire, ou une combinaison de ces éléments ;	
<i>Le plan indique notamment la proportion de réduction des créances et s'il différencie les propositions de remboursement, les raisons pour lesquelles il opère ces différenciations.</i>	
<i>Si les propositions de remboursement n'atteignent pas les 20%, les raisons pour lesquelles cette proposition n'est pas atteinte.</i>	
<i>Si le plan propose de rembourser les créanciers publics de façon moindre comparée à celle des créanciers les mieux avantagés, les raisons de cette proposition seront expliquées.</i>	
b) le cas échéant, la durée proposée de toute mesure de réorganisation proposée ;	XX.75/2
<i>La durée tiendra compte de la différenciation imposée par la loi entre créances sursitaires ordinaires et extraordinaires.</i>	
c) les modalités d'information et de consultation des représentants des travailleurs ;	XX.70/1
d) le cas échéant, les conséquences générales sur l'emploi ;	XX.70/1 XX.74/1
e) les éventuels nouveaux financements anticipés dans le cadre du plan de réorganisation et les raisons pour lesquelles le nouveau financement est nécessaire pour mettre en œuvre ce plan ;	XX.70/1
f) les compensations envisagées ;	XX.74/1
g) la conversion de créances en actions ;	XX.75 XX.75/1
8°) un exposé des motifs expliquant pourquoi le plan de réorganisation offre une perspective raisonnable d'éviter la faillite ou la liquidation de votre l'entreprise et qui garantit sa viabilité, et comprenant les conditions préalables nécessaires au succès du plan.	XX.70/1, 7°
<i>Le plan indique notamment en quelle mesure la réduction de la dette ou son étalement ainsi que la plus-value de réorganisation espérée permet d'apurer le passif sursitaire dans le délai de l'exécution du plan. Même si le test de viabilité doit être demandé par un tiers (et ne peut être ordonné d'office) il s'impose que le débiteur s'explique à cet égard. La démonstration pourra être faite par le biais d'une estimation raisonnée des revenus futurs.</i>	

Vu pour être annexé à Notre arrêté du ... établissant une liste de contrôle relative aux plans de réorganisation des petites et moyennes entreprises

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Bijlage A bij het koninklijk besluit van ... tot vaststelling van een checklist voor reorganisatieplannen van kleine en middelgrote ondernemingen

Voorafgaand

De lijst is louter bestemd om de ondernemingen te helpen bij de redactie van een plan en heeft alleen een indicatieve maar geen normatieve waarde. Bijstand bij de redactie door een raadgever die gepaste raad kan geven is niet overbodig.

Het in artikel XX.70/1 van het Wetboek van economisch recht bedoelde reorganisatieplan bevat met name de volgende informatie:	Artikel WER
1° de identiteit van de schuldenaar, te weten:	XX.70 XX.70/1
a) indien de schuldenaar een natuurlijke persoon is:	
- de naam, de voornamen en het adres (domicilie);	
- het rijksregisternummer of het bisnummer;	
- het ondernemingsnummer;	
- in voorkomend geval de handelsbenaming en de vestigingsplaats van de uitgeoefende activiteit;	
b) indien de schuldenaar een rechtspersoon is:	
- de maatschappelijke benaming, de rechtsvorm, de zetel;	
- het ondernemingsnummer;	
- de naam, de voornamen, het rijksregisternummer of het bisnummer, het adres van de perso(o)n(en) die gemachtigd is/zijn om de rechtspersoon te vertegenwoordigen;	
- in voorkomend geval de handelsbenaming en de vestigingsplaats;	
- de beraadslaging van het orgaan dat de neerlegging van het plan toestaat;	
2° de elementen met betrekking tot de verbonden ondernemingen:	XX.41, § 2, 8/1
a) de algemene gegevens (structuur van de groep, juridische en economische banden);	
b) de extra gegevens wanneer de verbonden ondernemingen waarborgen bieden in het kader van het plan;	
c) in voorkomend geval de uitgeoefende optie om de regeling te volgen die van toepassing is op grote ondernemingen;	XX.41, § 2
3° de volgende feitelijke elementen die zowel betrekking hebben op de economische als op de maatschappelijke situatie van de onderneming op het ogenblik van de neerlegging van het plan, of op een zo dicht mogelijk daarbij gelegen datum, te weten:	XX.70
a) een lijst van de activa en passiva van de schuldenaar op het ogenblik dat het reorganisatieplan wordt voorgelegd;	XX.70/1 XX.74/1
<i>De lijst bevat met name de balans van de onderneming, de omzet, de vorderingen en schulden ten aanzien van derde schuldeisers en ten aanzien van verbonden ondernemingen.</i>	
b) de lijst van de schuldeisers die houder zijn van zakelijke zekerheden of van fiduciaire rechten;	1.23, 14° XX.70/1 XX.75/1

<i>In de lijst wordt in voorkomend geval vermeld welke afspraken er zijn gemaakt met betrekking tot de betalingstermijnen van die vorderingen. In de lijst wordt verduidelijkt in welke mate de schulden daadwerkelijk worden gewaarborgd door een zakelijke zekerheid met name gezien de genomen inschrijvingen en de waarde van het pand.</i>	
c) de lijst van de openbare schuldeisers die houder zijn van een algemeen voorrecht;	XX.75/1
d) in voorkomend geval de door derden gegeven persoonlijke en zakelijke waarborgen;	XX.70/1
e) de lijst van de betwiste vorderingen;	XX.71
f) de lijst van de vorderingen ontstaan uit arbeidsprestaties;	XX.74/1
g) een beschrijving van de economische situatie van de schuldenaar die met name een toelichting van de activiteitensector, de positie van de schuldenaar in die sector, de tekst van de voornaamste lopende overeenkomsten waarvan de verbreking een impact zou kunnen hebben op de onderneming, en de intellectuele eigendomsrechten omvat;	XX.70/1
h) in voorkomend geval de situatie van de in de onderneming tewerkgestelde werknemers;	XX.70/1 XX.74/1
<i>In het plan worden het aantal tewerkgestelde werknemers, de werkplek(ken), de categorieën van werknemers, de vakbondsvertegenwoordiging ... vermeld.</i>	
i) een beschrijving van de oorzaken en de omvang van de moeilijkheden van de schuldenaar;	XX.70/1
4°) de betrokken partijen, individueel geïdentificeerd, alsmede hun vorderingen of belangen die door het reorganisatieplan worden gedekt;	I.23, 16°/1 XX.70/1 XX.75/1
<i>De betrokken partijen zijn de partijen die rechtstreeks getroffen worden door een herstructureringsplan.</i>	
	XX.73 XX.72 XX.74 XX.75/1
5°) in voorkomend geval de partijen, hetzij aangeduid met hun individuele namen, hetzij beschreven door soorten schulden, waarop het reorganisatieplan geen betrekking heeft, samen met de redenen waarom wordt voorgesteld hen er niet bij te betrekken;	
<i>Die omschrijving slaat zowel op vorderingen en schulden die geen deel mogen uitmaken van het plan (zoals schuldvorderingen in de opschorting ontstaan uit arbeidsprestaties, onderhoudsschulden en strafrechtelijke boetes) als schuldvorderingen die buiten het plan worden gehouden op grond van de vrije wil van de schuldenaar (zoals de vorderingen tot betaling van minieme bedragen).</i>	
6°) in voorkomend geval, de identiteit van de herstructureringsdeskundige:	I.23, 7/01 XX.30 XX.48 XX.49/2 XX.70 XX.70/1
- de naam, de voornamen en het adres;	-
- indien de herstructureringsdeskundige een rechtspersoon is de maatschappelijke benaming, de rechtsvorm, de zetel en het ondernemingsnummer alsook de naam, de voornamen, het	-

rijksregisternummer of het bisnummer, het adres van de perso(o)n(en) die gemachtigd is/zijn om de rechtspersoon te vertegenwoordigen;	
7°) de voorwaarden van het reorganisatieplan, waaronder met name:	
a) de maatregelen die gericht zijn op het herstructureren van de onderneming, waaronder het wijzigen van de samenstelling, de voorwaarden of de structuur van de activa en passiva van de schuldenaar of van een ander deel van de financiële structuur van de schuldenaar, zoals de verkoop van activa of delen van de activiteiten of de overdracht van de onderneming als draaiende onderneming, de omzetting van de vorderingen in kapitaalbreng evenals alle noodzakelijke operationele wijzigingen of een combinatie van deze elementen;	XX70/1 XX.75/1
<i>In het plan wordt met name het aandeel van de vermindering van de vorderingen vermeld en indien in het plan een onderscheid wordt gemaakt tussen de afbetalingsvoorstellen, de redenen voor dat onderscheid.</i>	
<i>Als de afbetalingsvoorstellen de 20 % niet halen, de redenen waarom dit voorstel niet wordt gehaald.</i>	
<i>Als in het plan wordt voorgesteld om de openbare schuldeisers minder te vergoeden dan de meest bevoorrechte schuldeisers, moeten de redenen voor dat voorstel worden uitgelegd.</i>	
b) in voorkomend geval, de voorgestelde duur van alle voorgestelde herstructureringsmaatregelen;	XX.75/2
<i>De voorgestelde duur zal rekening houden met het wettelijk verschil tussen gewone en buitengewone schuldvorderingen in de opschorting.</i>	
c) de modaliteiten van informatieverstrekking aan en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers;	XX.70/1
d) in voorkomend geval, de algemene gevolgen voor de werkgelegenheid;	XX.70/1 XX.74/1
e) alle nieuwe financiering die wordt verwacht als onderdeel van het reorganisatieplan en de redenen waarom de nieuwe financiering noodzakelijk is voor de uitvoering van dat plan;	XX.70/1
f) de mogelijke schuldvergelijkingen;	XX.74/1
g) de conversie van schuldvorderingen in aandelen;	XX.75 XX.75/1
8°) een motivering die verklaart waarom redelijkerwijs mag worden verwacht dat het reorganisatieplan het faillissement of de vereffening van de onderneming zal voorkomen en haar levensvatbaarheid zal verzekeren, en die de noodzakelijke voorwaarden voor het welslagen van het plan ervan vermeldt.	XX.70/1, 7°
<i>In het plan wordt met name vermeld in welke mate de meerwaarde van de reorganisatie het mogelijk maakt om de passiva in de opschorting binnen de uitvoeringstermijn van het plan aan te zuiveren. Ook al is het zo dat een leefbaarheidstest door een derde moet worden gevraagd en niet ambtshalve mag worden opgelegd, dan toch is het noodzakelijk dat de schuldenaar die mogelijkheid zal moeten adstrueren. Het bewijs kan geleverd worden door een beredeneerde raming van de toekomstige cash flow.</i>	

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ... tot vaststelling van een checklist voor reorganisatieplannen van kleine en middelgrote ondernemingen

Van Koningswege:

De minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

Anhang A des Königlichen Erlasses vom ... Erstellung einer Checkliste für Reorganisationspläne für kleine und mittlere Unternehmen

Vorbemerkung

Die Liste ist nur eine indikative und nicht-normative Liste, die die Aufgabe des Verfassers eines Plans erleichtern soll, den Verfasser jedoch nicht davon befreit, sich mit Ratschlägen zu umgeben, die seiner Situation angemessen sind.

Der Reorganisationsplan gemäß Artikel XX.70/1 des Wirtschaftsgesetzbuches enthält folgende Angaben:	
1°) die Identität des Schuldners, nämlich:	XX.70 XX.70/1
a) wenn es sich bei dem Schuldner um eine natürliche Person handelt:	
- Name, Vornamen und (Wohnsitz-)Adresse;	
- die Nummer des nationalen Registers oder die BIS-Nummer;	
- die Unternehmensnummer;	
- gegebenenfalls den Handelsnamen und den Ort der Ausübung der ausgeübten Tätigkeit;	
b) wenn es sich bei dem Schuldner um eine Kapitalgesellschaft handelt,	
- Firma, Rechtsform, Sitz;	
- die Unternehmensnummer;	
- Name, Vornamen, Nummer des nationalen Registers oder der BIS-Nummer, Anschrift der Person(en), die zur Vertretung der juristischen Person befugt ist/sind;	
- gegebenenfalls den Handelsnamen und den Ort der Niederlassung.	
- Die Beratung des Organs, das die Einreichung des Plans genehmigt	
2°) die Elemente, die sich auf verbundene Unternehmen beziehen:	XX.41, § 2, 8/1
a) allgemeine Daten (Konzernstruktur, rechtliche und wirtschaftliche Zusammenhänge);	
b) zusätzliche Daten, wenn verbundene Unternehmen Garantien im Rahmen des Plans geben;	
c) gegebenenfalls die ausgeübte Option, der für große Unternehmen geltenden Regelung zu folgen;	XX.41, § 2
3°) die folgenden Tatsachen, die sowohl die wirtschaftliche als auch die soziale Lage des Unternehmens zum Zeitpunkt der Einreichung des Plans oder zum frühestmöglichen Zeitpunkt betreffen :	XX.70
a) eine Aufstellung der Aktiva und Passiva des Schuldners, die zum Zeitpunkt der Vorlage des Reorganisationsplans bestanden;	XX.70/1 XX.74/1
<i>Die Liste enthält insbesondere die Bilanz des Unternehmens, die Umsätze, Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber Drittgläubigern sowie gegenüber verbundenen Unternehmen und Geschäftsführern. Die detaillierte Liste wird im vorgeschlagenen Plan angegeben.</i>	
b) eine Liste der Gläubiger mit Sicherungsrechten oder einem treuhänderischen Recht;	l.23, 14° XX.70/1 XX.75/1
<i>Aus der Liste ist hervorzugehen, welche Vereinbarungen gegebenenfalls über die Fristen für die Zahlung solcher Forderungen getroffen wurden. Die Aufzählung gibt an, in welchem Umfang Forderungen tatsächlich durch ein Sicherungsrecht gesichert sind, insbesondere unter Berücksichtigung der vorgenommenen Eintragungen und des Wertes des Pfandrechts.</i>	

c) eine Liste der öffentlichen Gläubiger mit, die einem allgemeinen Vorzugsrecht;	XX.75/1
d) gegebenenfalls persönliche und dingliche Garantien Dritter;	XX.70/1
e) die Liste der bestrittenen Ansprüche;	XX.71
f) die Aufstellung der Lohnforderungen;	XX.74/1
<i>Durch die Unterscheidung zwischen aufgeschobenen und nicht aufgeschobenen Forderungen.</i>	
g) eine Beschreibung der wirtschaftlichen Lage des Schuldners, einschließlich einer Aufstellung des Tätigkeitsbereichs, der Stellung des Schuldners in diesem Sektor, einer Aufstellung der wichtigsten laufenden Verträge, deren Beendigung sich auf das Geschäft auswirken könnte, geistige Eigentumsrechte;	XX.70/1
h) gegebenenfalls die Lage der im Unternehmen beschäftigten Arbeitnehmer;	XX.70/1 XX.74/1
<i>Der Plan enthält die Zahl der beschäftigten Arbeitnehmer, den/die Arbeitsort(e), die Kategorien der Arbeitnehmer, die Gewerkschaftsvertretung usw.</i>	
i) eine Beschreibung der Ursachen und des Ausmaßes der Schwierigkeiten des Schuldners;	XX.70/1
4°) die im Einzelnen benannten Betroffenen sowie deren Ansprüche oder Interessen, die vom Reorganisationsplan abgedeckt sind;	l.23, 16°/1 XX.70/1 XX.75/1
<i>Betroffen sind diejenigen, die direkt von dem Plan betroffen sind</i>	
5°) gegebenenfalls die Parteien, die entweder einzeln benannt oder nach Art der Forderung beschrieben sind, die vom Reorganisationsplan nicht betroffen sind, sowie eine Beschreibung der Gründe, warum vorgeschlagen wird, sie nicht in den Reorganisationsplan aufzunehmen;	XX.73 XX.72 XX.74 XX.75/1
<i>Dazu gehören sowohl Forderungen, die nicht einbezogen werden können (z. B. aufgeschobene Forderungen aus Arbeitsleistungen, Unterhaltsschulden und Strafschulden) als auch Forderungen, die durch den Willen des Schuldners außerhalb des Plans gehalten werden, z. B. geringfügige Forderungen).</i>	
6°) Gegebenenfalls die Identität des Reorganisationsbearbeiters;	l.23, 7/01 XX.30 Uhr XX.48 XX.49/2 XX.70 XX.70/1
- Name, Vornamen und Adresse;	
- wenn es sich bei dem Reorganisationsbearbeiter um eine juristische Person handelt, den Unternehmensnamen, die Rechtsform, den Sitz und die Unternehmensnummer sowie den Namen, die Vornamen, die Nummer des nationalen Registers oder die BIS-Nummer, die Anschrift der Person(en), die zur Vertretung der juristischen Person befugt ist/sind;	
7°) die Bedingungen des Reorganisationsplans, insbesondere	
a) Maßnahmen, die zum Zweck der Reorganisation des Geschäftsbetriebs Änderungen der Zusammensetzung, der Bedingungen oder der Struktur der Aktiva und Passiva des Schuldners oder eines anderen Teils der Finanzstruktur des Schuldners umfassen, wie z. B. die Veräußerung von Vermögenswerten oder Teilen des Unternehmens und die Veräußerung des Unternehmens zur Fortführung der Geschäftstätigkeit; die Umwandlung von Forderungen in Kapitalzuführungen und alle notwendigen operativen Änderungen oder eine Kombination davon;	XX70/1 XX.75/1
<i>Der Plan muss insbesondere den Anteil der Schadenminderung angeben und angeben, ob zwischen den Rückzahlungsvorschlägen unterschieden wird, und die Gründe für diese Unterschiede.</i>	

<i>Wenn die Erstattungsanschläge 20 % nicht erreichen, die Gründe, warum dieser Vorschlag nicht erreicht wird.</i>	
<i>Wenn der Plan vorsieht, öffentliche Gläubiger weniger zurückzuzahlen als die am stärksten begünstigten Gläubiger, werden die Gründe für diesen Vorschlag erläutert.</i>	
b) gegebenenfalls die vorgeschlagene Dauer der vorgeschlagenen Umstrukturierungsmaßnahmen;	XX.75/2
<i>Bei der Laufzeit wird die gesetzlich vorgeschriebene Unterscheidung zwischen ordentlichen und außerordentlichen Aussetzungsansprüchen berücksichtigt.</i>	
c) die Modalitäten für die Unterrichtung und Anhörung der Arbeitnehmervertreter;	XX.70/1
d) gegebenenfalls die allgemeinen Folgen für die Beschäftigung;	XX.70/1 XX.74/1
e) alle neuen Finanzierungen, die im Rahmen des Umstrukturierungsplans vorgesehen sind, und die Gründe, warum die neuen Mittel zur Umsetzung dieses Plans erforderlich sind;	XX.70/1
f) die vorgesehene Entschädigung ;	XX.74/1
g) Umwandlung von Schuldtiteln in Aktien.	XX.75 XX.75/1
8°) eine Begründung, aus der hervorgeht, warum der Reorganisationsplan eine hinreichende Aussicht auf die Vermeidung eines Konkurses oder einer Liquidation Ihres Unternehmens bietet und dessen Rentabilität garantiert, sowie die notwendigen Voraussetzungen für den Erfolg des Plans.	XX.70/1, 7°
<i>Aus dem Plan ist insbesondere hervorzugehen, inwieweit die Verminderung der Verschuldung bzw. deren Mittelung und der erwartete Veräußerungsgewinn aus der Sanierung es ermöglicht, die ausgesetzten Verbindlichkeiten innerhalb des Zeitraums der Ausführung des Plans zu begleichen. Auch wenn die Rentabilitätsprüfung von einem Dritten beantragt werden muss (und nicht von Amts wegen angeordnet werden kann), ist es erforderlich, dass sich der Schuldner diesbezüglich erklärt. Der Nachweis kann durch eine begründete Schätzung zukünftiger Einnahmen erfolgen.</i>	

Gesehen für den Anhang zu Unserem des Königlichen Erlasses vom ... Erstellung einer Checkliste für Reorganisationspläne für kleine und mittlere Unternehmen.

Im Namen des Königs

Der Minister der Justiz,

V. VAN QUICKENBORNE

Annex to the Royal decree of ... laying down a checklist concerning reorganization plans for small and medium-sized enterprises.

The reorganization plan referred to in Article XX.70/1 of the Economic Code shall notably contain the following information:
1°) the identity of the debtor, namely:
a) if the debtor is a natural person:
- the name, forenames and address (domicile);
- the national register number or BIS number;
- the company registration number;
- where applicable, the trade name and place of establishment of the activity carried out;
a) if the debtor is a legal person:
- the company name, the legal form, the headquarters;
- the company registration number;

- the name, forenames, the national register number or BIS number, the address of the person(s) authorized to represent the legal person;
- where applicable, the trade name and place of establishment.
2°) the elements related to affiliated companies:
b) general data (group structure, legal and economic links) ;
b) the additional data when affiliated companies provide guarantees within the framework of the plan;
c) where applicable, the choice made to be subjected to the scheme applicable to large companies;
3°) the following factual elements covering both the economic and social situation of the company at the time of lodging the plan or at a date as close as possible, namely:
a) a list of the debtor's assets and liabilities existing at the time of submission of the reorganization plan;
The list notably includes the balance sheet of the company, the turnover, the claims and liabilities towards third-party creditors and towards affiliated companies.
b) the list of creditors who hold securities in rem or a fiduciary right;
The list indicates which agreements, if any, have been concluded concerning the terms of payment for these claims. The list specifies the extent to which the liabilities are actually guaranteed by a security in rem, in particular with regard to the entries made and the value of the security.
c) the list of public creditors holding a general lien;
d) where applicable, personal and real guarantees given by third parties;
e) the list of contested claims;
f) the amount of criminal fines;
g) a description of the debtor's economic situation, which notably includes a presentation of the industry, the position of the debtor in that industry, the statement of the main ongoing contracts, the termination of which could impact the company, as well as intellectual property rights;
h) where applicable, the situation of the workers employed in the company;
The plan shall state the number of workers employed, the place(s) of work, the classes of workers, the trade union representation...)
j) a description of the causes and extent of the debtor's difficulties;
4°) the affected parties, named individually, as well as their claims or interests covered by the reorganization plan;
"Affected parties" means: creditors or classes of creditors and, where applicable, holders of capital, whose claims or interests, respectively, are directly affected by a reorganization plan;
5) where applicable, the parties, whether named individually or described by categories of debt, which are not affected by the reorganization plan, together with a description of the reasons why it is proposed not to affect them;
For example, this concerns deferred claims arising from labour performed, with the exception of tax or social security contributions or debts, maintenance debts or debts arising from the debtor's obligation to repair the damage caused by his or her fault and linked to the death or physical injury of a person, or claims of minor importance;
6°) where applicable, the identity of the practitioner in the field of reorganization:
- the name, forenames and address;
- if the reorganizing practitioner is a legal person, the company name, legal form, headquarters and company registration number as well as the name, forenames, national register number or BIS number, address of the person(s) authorized to represent the legal person;

7°) the terms of the reorganization plan, including, in particular:
a) measures aimed at reorganizing the business activity that include changing the composition, conditions or structure of the debtor's assets and liabilities or any other part of the debtor's capital structure, such as sale of assets or parts of the business and sale of the business as a going concern, conversion of claims into equity, as well as any necessary operational changes, or a combination of those elements;
The plan shall in particular indicate the proportion of debt reduction and, if it differentiates the repayment proposals, the reasons for these differentiations.
If the repayment proposals do not reach 20%, the reasons why this proposal is not met.
If the plan proposes to repay public creditors less than the most favoured creditors, the reasons for this proposal shall be explained.
b) where applicable, the proposed duration of any proposed reorganization measures;
c) the arrangements with regard to informing and consulting the employees' representatives;
d) where applicable, overall consequences as regards employment;
e) any new financing anticipated as part of the reorganization plan, and the reasons why the new financing is necessary to implement that plan;
8°) a statement of reasons which explains why the reorganization plan has a reasonable prospect of preventing the bankruptcy or liquidation of the business and ensuring the viability of the business, including the necessary pre-conditions for the success of the plan.
The plan shall more particularly indicate the extent to which the added value of the reorganization makes it possible to pay off deferred debts within the timeframe set out for the execution of the plan.

Seen to be annexed to Our decree of ... laying down a checklist concerning reorganization plans for small and medium-sized enterprises.

By the King :

The Minister of Justice,
V. VAN QUICKENBORNE